

et les bénéficiaires des corporations, y compris les entreprises d'Etat. Comme seul le gain des Canadiens domiciliés au pays entre en ligne de compte, le revenu de placement allant à l'étranger est exclu tandis que le revenu de placement reçu de l'étranger est inclus. Un certain nombre de personnes placent leur argent dans des entreprises qu'elles exploitent seules ou avec l'aide de main-d'œuvre engagée. La rétribution de leurs services est appelée revenu net de l'entreprise non incorporée. C'est un mélange de revenu du travail et de revenu de placement.

En général, seul le revenu monétaire tiré de la production de denrées et de services destinés à être vendus est inclus. Si ces denrées et ces services sont consommés à la maison (par exemple, les services des maîtresses de maison) aucun revenu correspondant n'est indiqué.

Dans plusieurs cas importants, la méthode est étendue et comprend une estimation des revenus qui ne déterminent aucun mouvement monétaire. Ces revenus reçus en "nature" comprennent la valeur estimative de la nourriture et des vêtements donnés aux membres des forces armées; la pension et autres allocations reçues en nature par les employés (évaluées en général à ce qu'il en coûte à l'employeur); la valeur locative des maisons occupées par leurs propriétaires; et certains produits retenus par les vendeurs pour leur propre consommation, tels que les aliments produits et consommés sur la ferme (évalués à leur valeur marchande).

Si les comptes nationaux comprennent certains revenus autres que les revenus monétaires, ils excluent par ailleurs certaines recettes monétaires. Les profits et les pertes d'établissement, par définition, sont exclus. En outre, un certain nombre de paiements en espèces au sein de l'économie sont classés comme "paiements de transfert" parce qu'ils ne découlent pas de la production courante de denrées et de services et ne peuvent être appelés gain découlant de l'activité productive. Ces paiements comprennent certaines choses telles que les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage, les gratifications de guerre et l'intérêt sur la dette d'Etat qui n'a pas été contractée en vue de financer la dette active.

Tout ce qui constitue le revenu national est indiqué avant déduction des impôts sur le revenu. Le total équivaut à la valeur nette de la production et ses fluctuations durant une certaine période sont un excellent indice de la situation économique. Le revenu national passe de 3,940 millions en 1938 à 9,685 millions en 1944, augmentation de 146 p. 100. Dans le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix, le revenu global fléchit légèrement à 9,212 millions en 1946, ce qui est encore de 134 p. 100 au-dessus du niveau de 1938. Le niveau élevé d'activité économique en temps de paix reflète les grands progrès accomplis durant la guerre dans le domaine de l'emploi et de la production industrielle. Il faut se rappeler toutefois que cette expansion reflète aussi bien une hausse de prix qu'une augmentation de la production réelle.

Le classement du revenu national selon sa répartition fait ressortir des renseignements intéressants et utiles. Les quatre principaux composants, indiqués au tableau 1, sont les salaires et gages, la solde et les allocations militaires, le revenu de placement et le revenu net de l'entreprise non corporative, de l'agriculture et autre. Les salaires et les gages de même que les soldes et allocations militaires absorbent 61 p. 100 du total en moyenne durant la période de 1938 à 1946 inclusivement, tandis que le revenu de placement en absorbe 20 p. 100 et le revenu net de l'entreprise non corporative, 19 p. 100. Ces proportions varient un peu